

la stratégie industrielle au maroc :Le Plan d'Accélération Industrielle 2014-2020

الإستراتيجية الصناعية لدولة المغرب: مخطط تسريع التنمية الصناعية 2014-2020

¹ هشام بن حميدة،² محفوظ عرابي¹ أستاذ محاضر، جامعة بومرداس، benhamida_hichem@yahoo.fr² أستاذ مساعد، جامعة تيزي وزو، hafarabi@yahoo.fr

الملخص

تدرس هذه الورقة البحثية المخطط الصناعي المغربي الذي أطلق عام 2014، مخطط التسريع الصناعي يمثل نهج جديد يقوم على إنشاء أنظمة إيكولوجية فعالة، تهدف إلى دمج سلاسل القيمة وتوطيد العلاقات المحلية بين الشركات الكبيرة والشركات الصغيرة والمتوسطة. وتستفيد الاستراتيجية الصناعية الجديدة، المعروفة باسم "مخطط التسريع الصناعي 2014-2020"، من الإنجازات التي تحققت وتمتد مع مسار التجارة العالمية للمغرب مع دمج القطاعات التقليدية الأخرى للنسيج الصناعي الوطني، مثل النسيج والجلود.

في نهاية هذه الدراسة توصلنا بأن هناك العديد مؤشرات التغيير، مثل معدل البطالة ومعدل التوظيف، حجم الاستثمار، نقل التكنولوجيا، المناطق الحرة الصناعية، سلسلة الصناعة مع زراعة، معدل النمو، الميزان التجاري، الطلب المحلي والخارجي... إلخ، وما زالت هناك مدة عامين في عمر هذا المخطط الصناعي.

الكلمات الدالة: النمو الاقتصادي، الإستراتيجية الصناعية، الصناعة المغربية، التنمية الصناعية، المخطط الصناعي.

Résumé

Cette feuille de recherche étudie le dispositif industriel marocain lancé en 2014, ce plan d'accélération industrielle est une nouvelle approche basée sur la mise en place d'écosystèmes performants, visant l'intégration des chaînes de valeur et la consolidation des relations locales entre les grandes entreprises et les PME. la nouvelle stratégie industrielle, dite « Plan d'accélération industrielle 2014-2020 » capitalise sur la réalisation accomplies et garde le cap des Métiers Mondiaux du Maroc tout en intégrant les autres filières classiques du tissu industriel national, tels que le textile et le cuir.

En fin de cette étude ont constaté que beaucoup de choses sont changées, tels que le taux de chômage et le taux d'embauche, le volume d'investissement, le transfert de technologie, les zones franches industrielles, l'enchaînement agriculture-industrie, taux de croissance, balance commerciale, la demande locale et externe n...etc., et il reste deux ans de vie pour ce plan.

Mots clés : Croissance économique, stratégie industrielle, industrie marocaine, développement industriel, planification industrielle

Introduction

L'État du Maroc a marqué beaucoup de difficultés économiques à travers les années dès son indépendance, avant 2005 la politique économique été basée sur l'agriculture et les services (tourisme), mais avec la croissance démographique et la disponibilité des moyens matériels et humains, et la volonté des leaders européens et mondiales des industries pour le partenariat, les autorités marocaines ont décidé de se lancer dans le domaine industriel à travers le programme d'accélération industrielle pour la période 2014-2020, qui permettra au Maroc de modifier sa structure économique dans les années à venir en bénéficiant davantage des domaines industriels et agricoles et en rendant le secteur industriel opérationnel.

Ce plan, qui s'inscrit dans le prolongement du programme "Lancé" lancé en 2005 et de la Charte nationale d'embrassement industriel lancée en 2009, vise à faire du secteur industriel marocain une locomotive du développement économique dans les années à venir et à relever de nombreux défis. D'ici à 2020, tout en augmentant de 9 points la part du secteur industriel en termes de produit intérieur brut, elle passera de 14 à 23% d'ici 2020 et augmentera la capacité d'exportation aux niveaux quantitatif et qualitatif et améliorera le produit.

À cet égard, on a posés la problématique suivante:

Quel est la réalité de l'industrie marocaine avec le lancement du programme d'accélération industrielle pour la période 2014-2020?

1. les mesures clefs du plan d'accélération industrielle 2014-2020

Ce plan fixe dix mesures clefs, regroupées en trois blocs :

- Le premier bloc de mesures a pour objectif principal de réduire l'atomisation sectorielle et de construire une industrie mieux intégrée, dont les logiques d'écosystèmes

constituent le point d'ancrage et le levier principal. Seront favorisés les écosystèmes autour d'entreprises locomotives pour créer une nouvelle dynamique et une nouvelle relation entre grands groupes et PME, afin qu'une fertilisation croisée puisse se mettre en place.

- Le second bloc de mesures porte sur la mise en place d'outils de soutien afin d'améliorer la compétitivité des PME, en leur offrant un accès aux investisseurs, au financement et aux marchés. Le dispositif financier fait l'objet d'un programme spécifique, qui inclut la création du Fonds de Développement Industriel, doté d'une enveloppe de 20 milliards de Dirhams.
- Le troisième bloc de mesures vise à renforcer l'attractivité des Investissement Directs Étrangers, à travers la mise en place d'une équipe, qui s'appuiera sur des professionnels de l'intermédiation et des experts par métier, chargée de 20 prospects stratégiques. Etant donné que l'amplification de la vocation africaine du Royaume est aujourd'hui un objectif clairement poursuivi, le plan industriel se propose de la décliner pour privilégier les partenariats Sud-Sud, et agir dans l'optique de création de valeur partagée.

2. La Part de l'industrie dans l'économie nationale du Maroc

2.1. Un bref état des lieux de l'industrie manufacturière

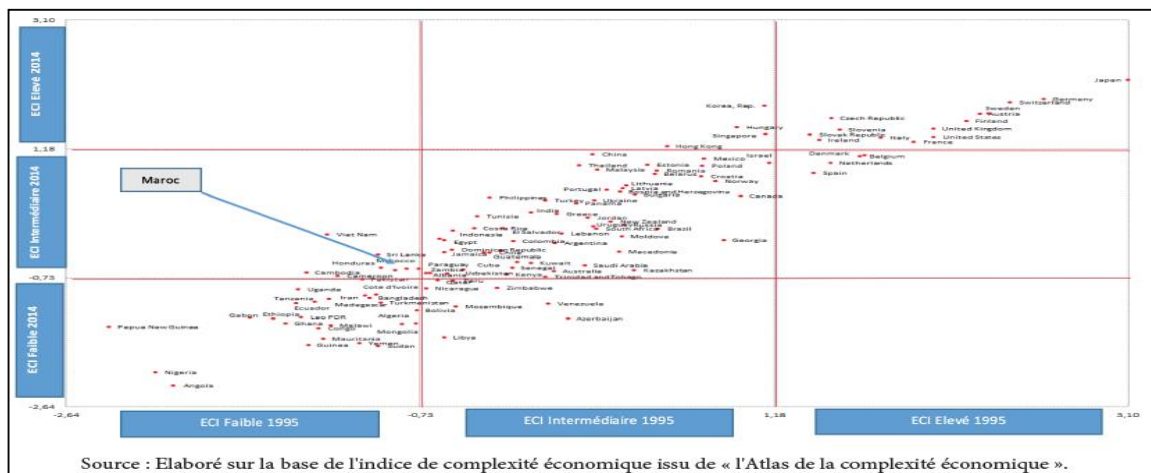
Sur la période 2008 – 2014, le secteur manufacturier au Maroc a représenté près de 15,3% du PIB, contre près de 15,5% pour le secteur primaire et 55% pour les services. Le secteur manufacturier (industries de transformation) n'a cependant contribué à la croissance du PIB, durant la même période, qu'à hauteur de 0,4 point de pourcentage en moyenne, comparativement à 2 points et 3,3 points de pourcentage, respectivement, pour le secteur primaire et les services. La faiblesse de la contribution du secteur à la croissance de l'économie marocaine a eu lieu parallèlement à une baisse continue de la part de l'emploi dans l'industrie,

avec des pertes nettes durant certaines années (2011, 2012 et 2014). Ces évolutions sont révélatrices d'un processus de destruction créatrice inachevé, puisque les créations d'emploi dans les nouveaux secteurs n'arrivent pas à compenser les pertes observées dans les secteurs classiques. En outre, malgré le dynamisme de certains services, le développement insuffisant du secteur industriel marocain dans des branches et produits à forte valeur ajoutée et à contenu technologique élevé constitue un sérieux facteur de blocage du processus de transformation structurelle du pays.

« En dépit des efforts, le positionnement du Maroc dans les industries les plus sophistiquées demeure insuffisant. »

Ce constat est clairement reflété par le classement du Maroc selon l'indicateur de complexité économique (ECI)³ en 2014, où il occupe la 78^{ème} place sur 124 pays. Selon cet indicateur qui évalue le niveau des capacités productives et cognitives d'une économie donnée, à travers la sophistication de ses exportations et la diversification de sa structure exportatrice par produit, le Maroc se positionne dans la classe de complexité intermédiaire (graphique 1).

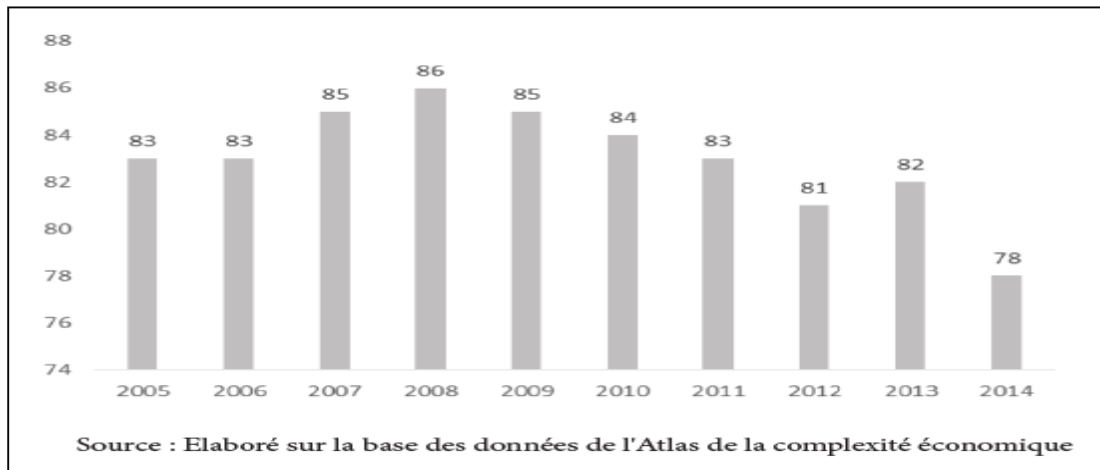
Figure 01: Dynamique des pays selon leur indice de complexité économique entre 1995 -2014



Il demeure cependant plus proche de la borne inférieure et se place ainsi derrière plusieurs pays en voie de développement, y compris dans la région MENA (Tunisie, Egypte, etc.). Il

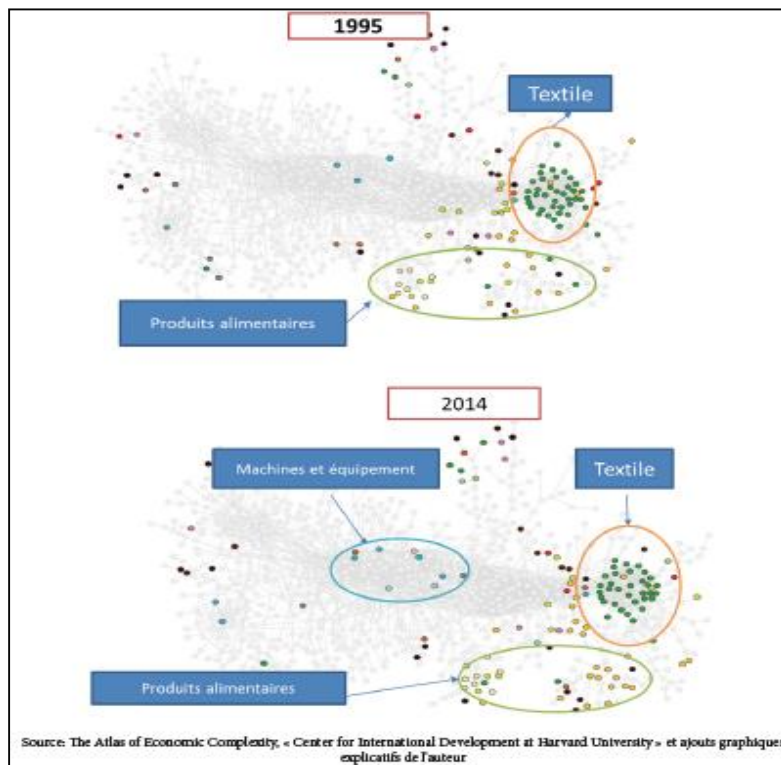
convient de souligner, toutefois, que l'économie marocaine a gagné en complexité selon une tendance quasi-continue depuis 2009 (graphique 2).

Figure 02: Classement du Maroc selon l'indice de complexité économique (Rang sur 124 pays)



Néanmoins, sur longue période, le processus de transformation structurelle de l'économie marocaine peut être qualifié de lent. En effet, en observant l'évolution de l'espace-produit du Maroc entre 1995 et 2014 (graphique 3),

Figure 03: évolution de l'espace-produit des exportations marocaines entre 1995-2014



il ressort que la structure des exportations marocaines a connu des changements modérés en termes de sophistication, puisque le pays se positionne essentiellement dans des produits à faible complexité, tels que le textile et l'agro-alimentaire, alors que sa présence au niveau des produits à fort contenu technologique reste insuffisante. La dernière période a toutefois connu une relative accélération du rythme de sophistication des exportations marocaines, avec une diversification progressive vers des secteurs plus complexes tels que l'automobile et l'aéronautique. Ces deux secteurs figurent parmi les métiers ciblés par la nouvelle politique industrielle adoptée par le Maroc et intitulée « Plan d'accélération industrielle 2014 – 2020 ». Cette dernière est venue pour tenter de palier trois principales faiblesses de l'économie marocaine, à savoir, l'accès au financement pour les projets industriels, l'accès au foncier et aux plateformes intégrées, ainsi que la mise en place d'une formation de qualité et adaptée aux exigences du secteur. En outre, Le programme d'accélération industrielle du 2014 - 2020 met l'accent sur un certain nombre d'écosystèmes à savoir, l'industrie automobile, l'aéronautique, les industries du textile et du cuir, la chimie et parachimie, le poids lourds et carrosserie, les matériaux de construction et l'industrie pharmaceutique. La plupart de ces secteurs sont comptés parmi ceux les plus dynamiques du commerce mondial de marchandises, offrant ainsi un potentiel élevé pour le Maroc pour mieux s'intégrer aux chaînes de valeurs mondiales.

2.2. Durant la période 1980 à 1990

La part du secteur industriel dans le Produit intérieur brut (PIB) a été des plus importantes durant toute la période étudiée (1980-2016), avec une part atteignant même 22 pc en 1984 et 1985, en se situant en première position, suivi par celui de l'agriculture, du commerce et du Bâtiment et travaux publics.

La performance de l'industrie durant cette période s'explique par le plan de développement de 1981-1987, qui a stipulé un ensemble de mesures visant notamment à chercher une certaine

relance de la croissance économique et à valoriser les phosphates avec le lancement du programme sidérurgique.

D'après les statistiques du Haut-commissariat au plan (HCP), on peut constater que l'industrie contribuait avec une part la plus importante dans le PIB par rapport aux autres secteurs avec une moyenne d'environ 21 % sur la période 1980-1990, suivie du commerce (14,5%), de l'agriculture (près de 14pc) et du BTP (4,5 %).

Cette évolution de la valeur ajoutée industrielle est également attribuable à la stratégie de développement industriel envisagée pour la période 1988-1992 qui s'assignait pour objectif d'encourager les exportations, afin d'atténuer le lourd déficit de la balance commerciale et d'assurer une meilleure intégration du tissu industriel en vue d'atteindre un développement équilibré et de valoriser les ressources disponibles

2.3. Durant la période 1991 à 2001

Durant cette période, il nous paraît clairement que l'industrie continue à contribuer le plus à la formation du PIB par rapport aux autres secteurs avec une moyenne de plus de 18 %, même si cette part a diminué de 3% par rapport à la période 1980-1990, suivie de l'agriculture (16,6 %), dont la part a augmenté de 2,6% par rapport à la décennie précédente et connu des fluctuations importantes pour atteindre son pic le plus haut en 1996 (20,5 %) et le plus bas en 2000 (13,3 %).

Quant à la part du commerce dans le PIB, elle s'est élevée à 12% durant la période 1991-2001, avec une baisse de 2,5% par rapport à 1980-1990, alors que celle du BTP a atteint 4 %, soit presque le même niveau que la période précédente.

La phase de 1995-2005 a connu le début de relance de l'industrie nationale impulsée par la volonté des pouvoirs publics de renouer avec une croissance soutenue et un programme ambitieux de mise à niveau des entreprises, mais cette relance demeure en deçà des attentes, en témoigne sa contribution dans la formation du PIB qui reste depuis 1997 aux alentours de 17%.

2.4. Durant la période 2002 à 2016

Durant cette période, l'industrie continue à se placer en tête des 04 secteurs mentionnés dans la figure 1 en termes de contribution au PIB avec une moyenne de plus de 17,7%, soit presque le même niveau que la période 1991-2001, même si cette période a été marquée par des chocs extérieurs à cause de la crise économique internationale.

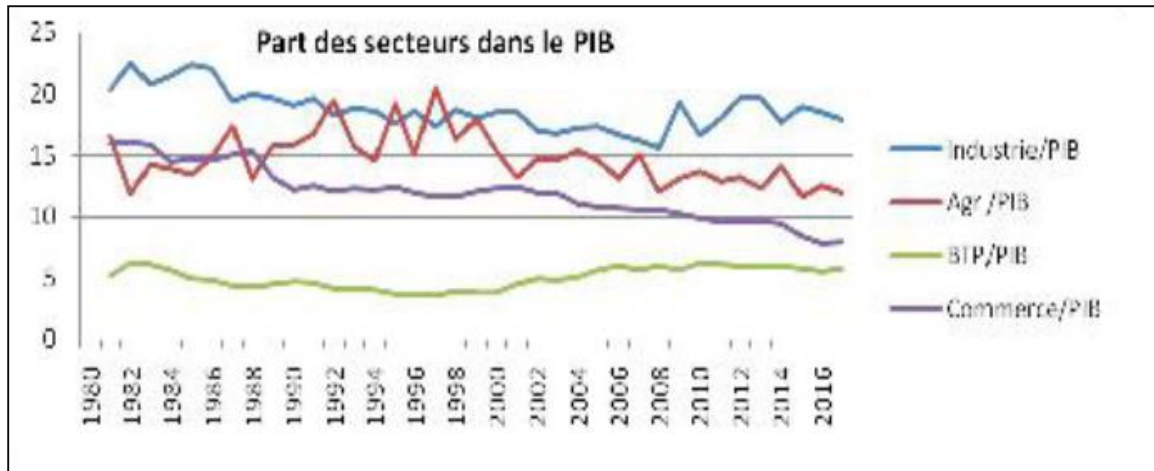
Pour sa part, la part de l'agriculture s'est établie à 13,4% en moyenne par an durant la période 2002-2016, soit une régression de 3,2% par rapport à la décennie précédente, sous l'effet des conditions climatiques qui ont prévalu durant les campagnes agricoles de cette période.

Quant à la part du commerce dans le PIB, elle s'est élevée à 9,85 % en moyenne par an durant la période 2002-2016, soit le niveau le plus bas durant toute la période de l'étude.

Pour ce qui est de la part du secteur du BTP dans le PIB, elle a atteint 5,77 % par an durant 2002-2016, en hausse de 1,8% par rapport à 1991-2001,

Un dynamisme qui s'explique par la réalisation des programmes de construction de logements et des grands chantiers d'infrastructure qui ont permis ainsi d'améliorer la contribution du secteur au PIB, en passant de 3,8% en 1998 à 5,7% en 2016.

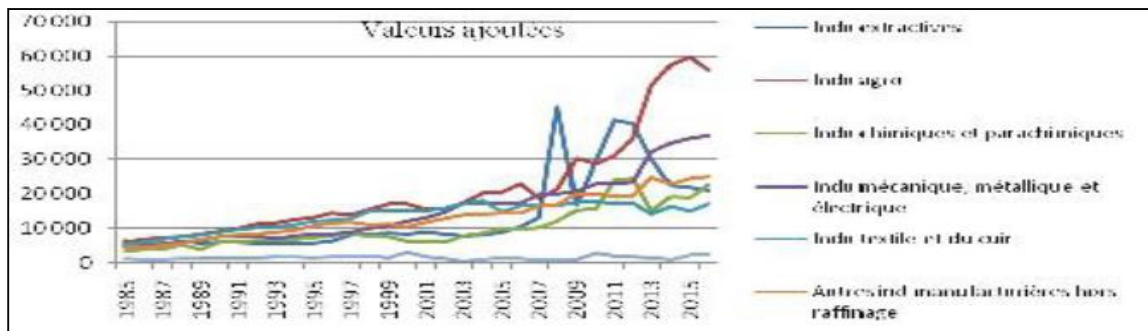
Figure 04: Part de l'industrie dans l'économie nationale du Maroc 202-2016



Source : Le Haut Commissariat au Plan

Si on procède à une analyse du secteur industriel à part entière et le PIB par branche d'activité industrielle, on va constater une divergence de la contribution de chaque branche et ses potentiels de croissance.

Figure 05: PIB par branches industrielles durant la période 1985 -2016



Source :HCP

Ce graphique fait ressortir la contribution importante des industries agroalimentaires avec une tendance haussière depuis les années 1985 jusqu'à 2016.

Nous pouvons également remarquer les potentiels de croissance remarquables des industries chimiques et parachimiques, et celles mécaniques, métalliques et électriques sur lesquelles le Maroc mise dans son plan d'accélération industrielle pour renforcer sa valeur ajoutée industrielle, ses exportations et la compétitivité de son industrie.

Et de noter la croissance timide des industries du textile et du cuir même si le Royaume dispose des avantages comparatifs dans ce domaine, sauf qu'il manque d'une vision stratégique à même de renforcer son attractivité et sa compétitivité.

Quant aux autres industries manufacturières hors raffinage de pétrole, elles ont connu en général une progression, à l'exception des années 1998, 2000, 2011 et 2014 où elles ont accusé des légères baisses, alors que le secteur du raffinage de pétrole et autres produits d'énergie a connu une hausse en dents de scie durant la période 1985-2016.

3. Les détails de la nouvelle stratégie industrielle 2014-2020

Dix mesures phare sont annoncées dont la création d'écosystèmes industriels, la réduction du poids de l'informel, l'encouragement de la compensation industrielle et la création d'un fonds de développement industriel. La nouvelle feuille de route prévoit de porter le PIB industriel à 23% du PIB global et la création de 500 000 emplois. Les industries de substitution aux importations seront soutenues.

Nouvelle vision pour l'industrie. Portée par le ministère du commerce, de l'industrie, de l'investissement et de l'économie numérique, cette nouvelle stratégie nationale, qui vient d'être présentée au Souverain, ambitionne de transformer le secteur en véritable moteur de la croissance et de l'emploi. Il s'agit plus précisément d'un plan d'accélération industrielle destiné à entretenir la dynamique enclenchée par Emergence et le Plan national pour l'émergence industrielle (PNEI) et, en remontant à 1994, par l'ouverture de l'économie marocaine. En effet, les résultats sur les vingt dernières années sont probants. Depuis la sortie du Programme d'ajustement structurel (PAS) à ce jour, le Maroc a vu son PIB tripler, ses infrastructures renforcées et son insertion mondiale accélérée. Le pays compte aujourd'hui quelque 38 ports, 24 aéroports et un réseau d'autoroutes dépassant les 1 400 km. Les premiers accords de libre-

échange concernent déjà 55 pays et permettent de toucher un marché de 01 milliard de consommateurs.

Avec la mise en œuvre de différentes stratégies, Emergence et le PNEI notamment, en plus de plusieurs réformes structurelles, le Maroc a gagné en attractivité en enregistrant une progression régulière dans les classements internationaux relatifs aux climats des affaires, capitalisant sur une offre combinant proximité, coûts compétitifs et accès à des marchés grâce à l'ensemble des accords de libre-échange (ALE) signés, d'où le développement constant des IDE notamment avec l'implantation de 200 investisseurs internationaux dans l'automobile et une centaine dans l'aéronautique. Néanmoins, il y a encore beaucoup à faire pour développer davantage le tissu industriel et accélérer sa croissance.

3.1. Nouveaux actifs sur le marché d'ici 2020

D'après le ministère, le pays continue de faire face à de nombreux défis pour réussir son développement en général et de son industrie plus particulièrement. En premier lieu, la création d'emplois induite par les différents projets entrepris dans l'industrie est en deçà des attentes. En 10 ans, le secteur n'a pu créer que 75 000 emplois, alors que d'ici 2020, le nombre de nouveaux actifs attendus sur le marché de l'emploi dépassera 1,3 million dans un contexte d'essoufflement des grands projets d'infrastructures et de l'immobilier. Aussi, la part du PIB industriel dans le PIB global reste faible, ne dépassant pas 14%, sachant que l'industrie est un élément pivot pour inverser la courbe de la balance commerciale. En effet, il existe une forte corrélation entre balance commerciale et poids de l'industrie dans le PIB pour les pays émergents dont le ratio PIB industriel/PIB atteint 23% en moyenne. De même, la capacité exportatrice du Royaume est bridée par la non-compétitivité de l'offre qui continue de pâtir d'une structure de coûts défavorisant le pays vis-à-vis de ses concurrents les plus immédiats. D'après le dernier rapport du World economic forum (WEF), le Maroc a perdu 7 positions et occupe de ce fait la 77^e place sur l'indice de compétitivité internationale qui classe 148 pays à travers le monde.

De surcroît, la productivité apparente du travail se tient dans des niveaux moyens en comparaison avec les pays à structures économiques similaires.

Un tissu industriel sous-capitalisé, en manque de profils adaptés et créateur de faible valeur ajoutée.

Le ministère du commerce et de l'industrie énumère cinq écueils majeurs qui doivent être démantelés pour atteindre les objectifs arrêtés à l'horizon 2020. En effet, le tissu industriel est majoritairement de petite taille, sous-capitalisé, créateur de faible valeur ajoutée et de ce fait contribue peu à l'export. Ce tissu fait appel à des ressources humaines ne répondant pas aux besoins des métiers de demain. Le déficit d'orientation vers les filières techniques et d'ingénierie est remarquable à ce titre. De plus, le développement des infrastructures industrielles est déséquilibré selon les régions. En 2011, le PIB industriel était encore concentré à hauteur de 33% entre Casablanca et Tanger. Par ailleurs, les infrastructures industrielles ne sont pas suffisamment exploitées. Ainsi, sur Fès Shore, l'on compte à peine deux entreprises installées. Trois sur Tétouan Shore, neuf sur Atlantic free zone et pas plus de 40 à Rabat Technopolis. Le constat est qu'aujourd'hui à peine 3,1% de la superficie prévue des parcs industriels est construite et 1,9% commercialisé.

3.2. Dix mesures pour accélérer la transformation industrielle du pays

Les autorités ont décidé que l'industrie doit se transformer et tous les moyens seront mobilisés pour que cela se fasse. Ainsi, la nouvelle vision comprend-elle dix mesures phare pour accélérer la transformation de l'industrie. Il s'agit de relais pour pérenniser et développer les performances des nouveaux secteurs exportateurs lancés par le PNEI, avec l'ambition de garder le cap des plans sectoriels mais en changeant de dimension industrielle.

Constitution d'écosystèmes

Les mesures recommandées par le ministère du commerce et de l'industrie reposent en premier lieu sur la notion d'écosystèmes. Ces derniers étant des regroupements de leaders industriels et de PME dans des zones industrielles dédiées visant à constituer de véritables filières technologiques, autour de programmes ciblés de coopération aboutissant à des contrats de fourniture à long terme et des transferts technologiques. Ainsi, la stratégie insiste sur l'intérêt de favoriser des industriels leaders, locaux ou étrangers, qui sous-traitent à des fournisseurs de premier niveau en leur transférant la technologie et le savoir-faire, qui eux aussi confient une partie du travail à des fournisseurs de deuxième niveau.

Compensation industrielle

La deuxième mesure concerne le mécanisme de compensation industrielle qui vise à optimiser les retombées socio-économiques de la commande publique. Il s'agit d'évaluer et d'analyser le programme national des achats publics en conditionnant l'octroi des marchés publics aux opérateurs étrangers à un transfert de technologie avéré. Le document de la nouvelle stratégie cite en guise d'exemple édifiant la commande d'achat du TGV faite par la Corée du Sud à Alstom sous réserve d'opérer un transfert de technologie comprenant plus de 350000 documents techniques ou encore la commande de la Tunisie à Airbus portant sur 19 avions sous condition de réaliser un projet industriel aéronautique, en l'occurrence Aerolia, à Tunis. L'objectif étant de s'assurer de l'effet d'entraînement que génère la commande publique sur les petits opérateurs locaux.

Faire évoluer l'informel vers le système organisé constituant l'un des freins majeurs au développement des filières, l'informel est attaqué de front par la nouvelle vision. A cet effet, un nouveau dispositif d'appui aux TPE est annoncé. Selon le ministère, il s'agit d'un mécanisme proposant l'accompagnement des très petites entreprises, des solutions de financement adaptées et l'informatisation de leur gestion quotidienne pour gagner en productivité et en traçabilité. En plus de l'accès systématique à la couverture sociale : santé, chômage et retraite.

4. Ambitions et défis de l'émergence industrielle marocaine

L'industrialisation est la finalité ultime de tous les pays du globe, qui cherchent à accroître au maximum la part du secteur secondaire dans le PIB et assurer l'autosatisfaction de leurs besoins en produits et semi-produits industriels.

Celle-ci nécessite, bien évidemment, la mise en place d'une panoplie de réformes spécifiques, dans tous les domaines en relation avec l'attractivité et la compétitivité du pays, que certains régimes n'ont pas assez de courage politique pour les mettre en œuvre. Dans le cas du Maroc, des dizaines de stratégies de développement industriel ont été mises en œuvre, dès l'aube de l'indépendance. Malheureusement, elles n'ont pas apporté les résultats escomptés: le taux de croissance économique et le niveau de développement socio-économique, ainsi que le taux de l'employabilité constituent jusqu'à ce jour des menaces structurelles.

Durant le mois de juillet 2017, une nouvelle charte d'investissement a été adoptée à la place de celle de 1995, afin de soutenir le plan de l'émergence industrielle pour en faire un plan d'accélération industrielle. La charte vise plus particulièrement à rétablir la position concurrentielle de l'économie marocaine en la rendant plus attractive par rapport à celle des pays ayant le même niveau de développement dans la région et dans le monde. Toutefois, ces efforts consentis dans ce domaine n'aboutiront pas sans une manifestation d'une bonne foi, en transcrivant le contenu de la charte en une feuille de route opérationnelle claire avec des dates de début et de fin bien précises.

Certes, les décideurs publics et les planificateurs de développement ont parfois le droit d'élaborer des plans selon leurs propres visions, en vertu de leurs positions hiérarchiques. Mais il ne faut jamais trop exagérer et conduire l'économie de tout un pays à un avenir sombre. Car l'élaboration de n'importe quelle stratégie éloignée de ce que le pays possède et de ce dont il a besoin n'est qu'un gaspillage et une dilapidation des ressources publiques, surtout dans cette situation de crise, où le taux d'endettement ne cesse d'augmenter par rapport au PIB.

C'est pour cela que malgré tout, le Maroc est un pays agricole et le restera probablement pour longtemps. La majorité des offres d'emploi créées chaque année trouvent leurs origines dans ce secteur, et des milliers de familles issues des couches défavorisées n'ont pas d'autres sources de revenus. Elles survivent grâce à l'agriculture. Car le Maroc, jusqu'à aujourd'hui, n'a pas encore ni de ressources pétrolières et gazières en quantités commerciales, ni de grandes sociétés qui peuvent constituer les fondements d'une économie solide, à l'exception de l'OCP.

De ce fait, l'Etat est appelé à limiter les impacts négatifs des aléas climatiques sur le rendement des campagnes agricoles et à chercher des pistes qui lui permettent d'investir dans le domaine productif, plus particulièrement dans le domaine industriel et semi-industriel, avec l'obligation qu'il cède partiellement la place au secteur privé, une fois que les conditions de décollage sont réunies.

Également, la réussite de la stratégie industrielle n'est pas liée exclusivement au financement, mais aussi au savoir et au savoir-faire qui ne sont pas toujours développés. Puisque le transfert de ceux-ci par les pays avancés aux pays en voie de développement n'est pas toujours accessible, la réforme du système éducatif doit être un projet de la nation. En effet, il faut encourager les universités et instituts internationaux renommés à s'installer au Maroc pour tirer les meilleurs candidats des pays africains et du monde arabe, mettre en place des centres de recherche dans le cadre de partenariats public-privé et organiser des compétitions à l'échelle nationale entre les différentes universités avec la distribution de prix au niveau des attentes.

Dans le même sens, l'économie a toujours besoin d'hommes compétents pour fonctionner. Chaque domaine a ses propres spécificités, par conséquent, la formation de personnes avec des capacités spécifiques qui touchent les cœurs des métiers est un enjeu à ne pas rater. L'expérience du terrain n'est pas toujours suffisante à elle seule, il faut qu'elle soit complétée par une formation académique de qualité, combinant entre la théorie et la pratique, dans une cohérence irréprochable. Comme résultat, la stratégie nationale de la formation professionnelle ne devrait

plus rester de l'encre sur du papier posé sur les étagères des ministères qui ont contribué à son élaboration.

L'implication du secteur privé dans les stratégies de développement industriel est inéluctable. Néanmoins, concernant les conditions de travail, la notoriété du secteur est décourageante, ce qui ne lui permet pas, parfois, d'attirer des compétences nécessaires pour développer la compétitivité de ses entreprises. Aussi, l'innovation et la recherche scientifique sont en-deçà des ambitions des différentes stratégies de développement du pays et pas seulement de la stratégie industrielle, ce qui oblige la plupart des hommes d'affaires marocains à concentrer leurs investissements dans la franchise ou dans la prise de participation du capital des grandes sociétés.

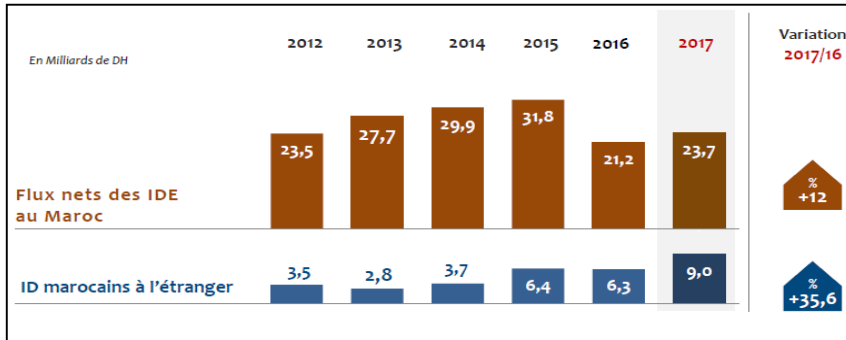
Enfin, l'Etat à son tour doit moderniser en permanence les infrastructures de base qui facilitent la fluidité des tâches, de l'approvisionnement à la distribution, en plus d'inciter les entreprises qui bénéficient des fonds publics à se performer, en misant sur les politiques de subvention et les politiques d'exonération fiscale, afin de les rendre plus ciblées et plus productives, en contrepartie des objectifs à atteindre selon un calendrier bien défini.

5. Evolutions des investissements et métiers mondiaux du Maroc (2014-2017)

L'investissement directs étrangers au Maroc à progressé de 2014 à 2015 de 29.9 M^{ds}DH à 31.8 M^{ds}DH et de 21.2 M^{ds}DH en 2016 à 23.7 M^{ds}DH en 2017, et en 2013 avant le lancement du PAI , l'IDE à enregistré 27.7 M^{ds}DH , et la diminution de 2016 c'était suite à la crise financière mondiale.(Figure 06)

L'investissement directs marocain à l'étranger à évolué de 3.7 M^{ds}DH en 2014 à 9.0 M^{ds}DH en 2017, sachant que en 2013 c'était 2.8 M^{ds}DH (Figure 06), les IDE étaient particulièrement irréguliers et fortement liés aux vagues de privatisation qui se sont succédées dans des domaines aussi variés que la téléphonie mobile, la finance, le tabac, la distribution d'eau, l'agro-alimentaire, les matériaux de construction ou encore le textile.

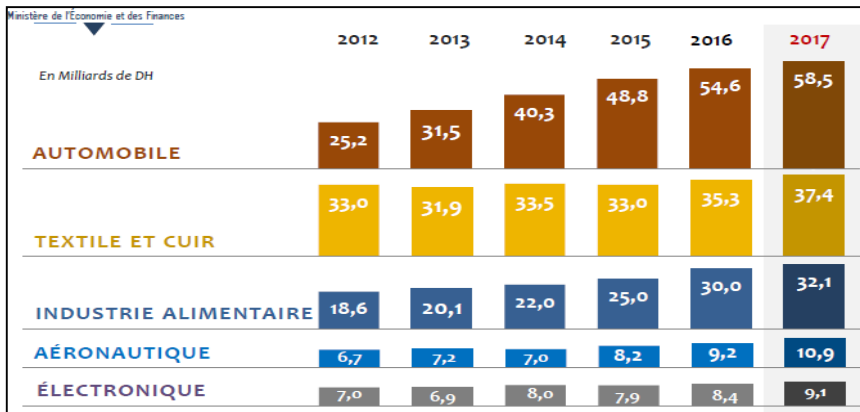
Figure 06 : Evolutions des investissements directs



Source: ministère des finances Maroc

Parmi les secteurs en fort développement, l'automobile et l'aéronautique se montrent particulièrement dynamiques. Ils sont au cœur de partenariats et de contrats d'investissement qui devraient prochainement entrer dans leurs phases de mise en œuvre.

Figure 07: Evolutions des métiers mondiaux du Maroc



Source: ministère des finances Maroc

Nous remarquons une croissance dans toutes les industries à partir de l'année 2014 (Figure 07), date du lancement du PAI, surtout dans le secteur de l'automobile, une progression de 40.3 M^{DS}DH en 2014 à 58.5 M^{DS}DH en 2017, sachant que avant le lancement du PAI, c'était 31.5 M^{DS}DH en 2013.

Par contre dans les autres industries ont enregistré une modeste progression, le textile et cuir passe de 33.5 M^{DS}DH en 2014 à 37.4 M^{DS}DH en 2017, sachant que le secteur à réalisé 31.9 M^{DS}DH avant le lancement du PAI.

Les industries alimentaire passe de 22.0 M^{DS}DH en 2014 à 32.1 M^{DS}DH en 2017, alors que ce secteur à réalisé 20.1 M^{DS}DH en 2013 avant le lancement du PAI.

L'industrie aéronautique réalise 7.0 M^{DS}DH en 2014 et arrive à 10.9 en 2017, et avant le lancement du PAI ce secteur à réalisé 7.2 M^{DS}DH en 2013.

Le secteur de l'électronique a progressé de 8.0 M^{DS}DH en 2014 à 9.1 M^{DS}DH en 2017, sachant que avant le lancement du PAI ce secteur à enregistré 6.9 M^{DS}DH en 2013.

Cette évolution devra se renforcer davantage avec la mise en œuvre des écosystèmes engagés dans le cadre de la stratégie d'accélération industrielle.

Conclusion:

Après la présentation du Plan d'accélération Industrielle 2014-2020 au Maroc, nous relevons que le plan a donné ces fruits dans les chiffres de quelques indicateurs et résultats comme suit;

- Le Produit intérieur brut (GDP/ *billion US dollars*) à enregistré une hausse a partir de 2015 comme suit: de 110.08 en 2014 ,101.19 en 2015, 103.61 en 2016, 109.82 en 2017.
- Le PIB par habitant (GDP per capita / Dollars américains) à enregistré une hausse a partir de 3260 en 2014 , 2965 en 2015, 3004 en 2016, 3151 en 2017.
- La Croissance réelle du PIB à enregistré 2.7 % en 2014, 4.6 % en 2015, 1.2 % en 2016, 4.2 % en 2017 (Taux de croissance annuel du PIB aux prix du marché basé sur la monnaie locale constante).
- Taux de chômage à enregistré 9.9 % en 2014, 9.7 % en 2015, 9.9 % en 2016, 10.2% en 2017, cette progression légère c'est suite à la croissance démographique qui passe de 33 824 769 personnes en 2013 à 35 740 000 personnes en 2017.
- Inflation de l'IPC à enregistré 0.4 % en 2014, 1.5 % en 2015, 1.6 % en 2016, 0.8 % en 2017
- Le chiffre d'affaires à l'export du secteur Textile et Cuir a connu une augmentation de 6,1% au cours de la période janvier-juin 2016 par rapport à la même période de l'année 2015.
- En 2017, le secteur automobile a confirmé sa position comme premier exportateur de l'économie marocaine avec un chiffre d'affaires réalisé d'environ 50 milliards de DH contre près de 12 milliards en 2009. Les responsables du ministère de l'Industrie affichent l'ambition que le secteur atteigne un chiffre d'affaires global, y compris les exportations, de 100 milliards de DH en 2020. le secteur de l'automobile confirme sa performance en termes de chiffre d'affaires et d'investissements étrangers, ses réalisations au profit de l'emploi restent mitigées, le secteur industriel «se positionne en pourvoyeur d'emplois majeur avec 288.126 emplois créés dans les différentes filières industrielles entre 2014 et 2017». Et le secteur automobile enregistre la plus forte

contribution avec 29%, soit 83.845 postes, notant que cette performance reflète la forte dynamique de développement dans laquelle le secteur s'est inscrit.

Quant à l'offshoring, il contribue à hauteur de 18%, suivi de l'agroalimentaire (16%), du textile-habillement (13%), des industries métalliques et métallurgiques (6%), de la construction (4%) et de l'aéronautique (3%).

Ces résultats attestent de la pertinence du partenariat public-privé, ainsi que de l'efficacité des écosystèmes qui constituent de véritables leviers de la création d'emplois et de l'émergence industrielle

- L'évolution positive de la valeur ajoutée industrielle qui a été enregistrée avec une croissance de 17% entre 2014 et 2016, faisant remarquer que les exportations industrielles se sont établies en 2017 à plus de 149,9 milliards de dirhams, enregistrant une progression annuelle moyenne de 10,3% par an, depuis 2014.

Ces performances, sont imputables à la transformation progressive du tissu industriel qui s'est fortement densifié et qui s'est aussi enrichi de nouveaux métiers, particulièrement dynamiques à l'export, elles sont aussi le fait de l'accroissement de l'approvisionnement de constructeurs mondiaux en composants usinés au Maroc.

Référence :

¹ <https://casainvest.ma/fr/jinvestis/strategies-sectorielles/plan-dacceleration-industrielle>

² Karim EL MOKRI, **La stratégie industrielle 2014- 2020 du Maroc et ses implications potentielles sur le processus de transformation structurelle**, Revue Policy Brief, P 03

³ El Ouahabi Sanae et Bousselhami Ahmed, **Analyse Économique Du Secteur Industriel Au Maroc**, Européen Scientific Journal March 2018 édition Vol.14,PP:172-175

⁴ El Ouahabi Sanae et Bousselhami Ahmed, **Analyse Économique Du Secteur Industriel Au Maroc**, Européen Scientific Journal March 2018 édition Vol.14,PP:172-175

⁵ El Ouahabi Sanae et Bousselhami Ahmed, **Analyse Économique Du Secteur Industriel Au Maroc**, Européen Scientific Journal March 2018 édition Vol.14,PP:172-175

⁶ NAOUFEL DARIF, [HTTP://WWW.LAVIEECO.COM/NEWS/ECONOMIE/LES-DETAILS-DE-LA-NOUVELLE-STRATEGIE-INDUSTRIELLE-2014-2020-29129.HTML](http://WWW.LAVIEECO.COM/NEWS/ECONOMIE/LES-DETAILS-DE-LA-NOUVELLE-STRATEGIE-INDUSTRIELLE-2014-2020-29129.HTML)

⁷ Abderrahmane Oubellani, Ambitions et défis de l'émergence industrielle marocaine https://www.huffpostmaghreb.com/abderrahmane-oubellani/ambitions-et-defis-de-lemergence-industrielle-marocaine_b_17597716.html, 27/07/2017.

⁸ Alexandra Mouaddine, **INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS : COMMENT LE MAROC SE POSITIONNE-T-IL ?**, Revue les Eco. Ma , Publication : 27 avril 201